

firmes que les séances de la commission se passent à rechercher, pour la transaction à intervenir, les termes les moins blessants pour le gouvernement et, tout ensemble, les plus rassurants pour la majorité.

Cette discussion, qui pivote sur une pointe d'aiguille, passionne les esprits de l'Assemblée. Intéressée-t-elle au même degré le pays ?

M. Grévy, dit-on, veut aller passer quinze jours d'avril dans ses montagnes du Jura, et s'efforcera de décider l'Assemblée à prendre de longues vacances de Pâques; mais M. Thiers y fera de l'opposition. M. Thiers a remarqué qu'à la suite des vacances dernières, la majorité est rentrée à Versailles animée de dispositions beaucoup plus hostiles contre lui et surtout plus audacieuses que celles qu'elle lui avait marquées durant la session de février à septembre 1871.

Un détail très intéressant sur la loi d'enregistrement que M. Schœlcher a combattue avec tant d'intelligence et de courage et, malheureusement, avec si peu de succès. Le Message présidentiel du 5 décembre dernier faisait pressentir la présentation de cette loi. Des premières réunions la commission du budget, qui en soumettait tout à la gravité, pria M. le ministre des finances de lui en faire connaître, sans retard, le dispositif, afin qu'elle le pût étudier à loisir.

Ces sollicitations restèrent vaines durant les deux mois de décembre et de janvier derniers. Le lundi 19 février, enfin, M. Pouyer-Quertier se présenta devant la commission, son projet en main, et l'invita à l'étudier d'urgence, le vote de la loi ne souffrant pas le moindre retard.

La commission se réunit le mardi, passa deux heures à discuter le projet, nomma son rapporteur; le rapporteur déposa son rapport le lendemain mercredi; le rapport fut imprimé et distribué au cours du reste de la semaine et mis en discussion publique le lundi suivant. Vous savez le reste.

Il manque beaucoup de monde à la séance, surtout du côté de la droite. On est ou on est censé être à l'Académie. D'ailleurs, qu'est-ce qu'on discute? Une loi sur les fraudes de l'alcool, une loi sur les tabacs, des lois d'affaires enfin. Qui prend garde à cela? Il faut de l'argent; on en prend n'importe où, sans se demander si les impôts qu'on vote sont les plus équitables, les plus productifs, les moins compromettants pour le commerce et l'industrie de la France.

Certains députés hostiles à la presse sont consternés de voir que, depuis une quinzaine de jours que la salle des Pas-Perdus nous est fermée, nos journaux sont aussi abondamment approvisionnés de renseignements que par le passé. Ils maudissent les indiscrets qui ne dédaignent pas de nous faire visite dans l'obscur réduit où nous sommes relégués. Ne vous étonnez pas si, l'un de ces jours, vous apprenez qu'une proposition a été déposée, tendant à faire encourir l'accusation au député coupable d'avoir divulgué le moindre secret des bureaux ou des commissions.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

L'ÉLECTION DE M. ROUHER

Le 8^e bureau était convoqué hier jeudi pour procéder à la vérification des pouvoirs de M. Rouher, élu en Corse, en remplacement de M. Abbatucci, démissionnaire.

Une sous-commission composée de MM. Barod, Millard et le marquis de Gouville, avait été chargée d'examiner le dossier électoral de la Corse.

M. de Gouville, exposé au bureau que des protestations d'une nature assez grave ont été dirigées contre l'élection de M. Rouher, et qu'elles pourraient entraîner l'annulation de cette élection si les imputations mises en avant par les auteurs des protestations étaient pleinement établies.

Suivant les signatures des protestations, des fonctionnaires auraient agi à l'égard de M. Rouher absolument comme cela se pratiquait sous le régime déchu pour les candidatures officielles. Les circulaires et les affiches des candidats de la Corse et du comité électoral napoléonien auraient été imprimées sur papier blanc.

Des agents bonapartistes auraient répandu partout la nouvelle ou du délabrement de l'ex-empereur ou de son avènement prochain au trône. Des brigades de gendarmerie auraient distribué des bulletins portant le nom de M. Rouher. Des curés auraient chanté le *Domine salvam fac imperatorem* le jour de l'élection, et auraient invité les électeurs à voter pour M. Rouher.

Un rapport du préfet de la Corse, M. Dauzon, adressé au ministre de l'intérieur après les élections, signalait aussi l'attitude d'un certain nombre de fonctionnaires, parmi lesquels se trouvaient des maires, des percepteurs, des juges de paix. Quelques-uns de ces fonctionnaires auraient, dit-on, adressé aux électeurs des circulaires renforçant des injures contre l'Assemblée nationale.

Une discussion assez longue s'est engagée dans le sein du 8^e bureau afin de savoir la décision qu'il y avait lieu de prendre.

M. Brisson demanda qu'une enquête parlementaire fût réclamée.

MM. Humbert, Mettelt et Calernard de La

fayette ont insisté pour un sursis, afin que les faits allégués fussent éclaircis.

M. Carbonnier de Marzac a combattu le sursis demandé.

Le 8^e bureau s'est prononcé pour le sursis, afin qu'il soit procédé à un supplément d'information.

REVUE DES JOURNAUX

M. Paul de Cassagnac fait sa rentrée dans le *Pays* par une confession personnelle qui s'adresse aussi bien au gouvernement qu'au public. Il n'a varié ni dans ses opinions ni dans ses espérances; l'autorisation de repartir le retrouve comme l'interdiction de partir l'avait laissé.

Je ne suis pas un conspirateur, dit-il; je reconstruis le régime actuel, j'entends lui obéir, parce qu'il est légal, parce qu'il est le seul pouvoir régulier debout, parce que, aimé ou non, choisi ou non, il représente la loi et l'ordre public.

Mais ce pouvoir, tout légal qu'il soit, peut commettre des actes maladroits, ilidguez; j'ai et je revendique le droit de le signaler et de le blâmer. Voici donc l'attitude que j'entends avoir à l'avenir.

Dévoû au principe de la monarchie impériale, parce que je le crois le plus et le sent efficace, j'obéis néanmoins avec loyauté au régime républicain, tant que la souveraineté nationale ne l'aura pas changé.

Mais, en obéissant au régime républicain, j'entends discuter les actes de l'Assemblée et du pouvoir exécutif, qui personnifient ce régime, lorsque ce régime se trouve en contradiction avec la loi, l'ordre public, au suffrage universel, base de la société moderne et notre maître à tous.

Maintenant faut-il changer mon langage? A quoi bon! On a le style de sa nature. Le style, c'est l'homme, et je me crois aussi régulièrement fait qu'un autre.

Le *Temps* fait observer que les monarchistes qui affectent de tenir le plus à la conservation du provisoire sont précisément ses ennemis les moins déguisés. Pour eux, provisoire est synonyme de vacance de pouvoir. C'est la seule définition qu'ils consentent à donner et la seule qui leur convienne, parce qu'elle cadre avec leurs prétentions.

Tout va bien jusqu'ici, reprend le *Temps*, après avoir fait la peinture de leurs intrigues; mais il me semble que nous avons oublié un élément de la situation. Si, par hasard, derrière le gouvernement de M. Thiers, il y avait des partisans de ce gouvernement? Si derrière la République, il y avait des hommes qui, pour une raison ou pour une autre, la préférassent à la monarchie traditionnelle? Si la France comptait en grand nombre de ces êtres pervers qui ne savent pas distinguer le signe sacré sur le front d'un Capétien? Et qu'on vint leur proposer un nouveau régime? S'ils déclaraient avoir assez de révolutions comme ça, et vouloir s'en tenir à ce qu'ils ont? S'ils allaient que possession vaut titre? Bref, s'ils se fachaient contre Henri V et ses fidèles, et finissaient par leur faire un mauvais parti? Je ne le nie pas, mais il me semble que ces hommes pourraient alléguer le droit de légitime défense, et demander sous quel prétexte on leur enlève le pouvoir sans leur en donner un autre gouvernement que celui sous lequel ils vivent.

Où bien les partis mettront-ils d'un commun accord les armes, et consentiront-ils à se composer? Se composer, mais comment? Au moyen de l'Assemblée actuelle? Elle n'a pas été élue pour cela. Au moyen d'une consultation? Pourquoi ce vote indirect? Par un plébiscite? comme si le plébiscite n'était pas la carte forcée. Le fait est que les gouvernements s'instituent mais ne se décrètent pas; qu'il y a quelque chose d'absurde à établir, monarchie ou république, à la moitié des voix plus une; que le suffrage d'ailleurs ne saurait se lier lui-même, tandis qu'il s'agit justement ici de se lier.

L'*Avenir national* revient sur la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire, et répond au *Journal des Débats*, qui s'efforçait hier de démontrer fort plaisamment son insignifiance.

A qui fera-t-on croire, dit M. Desonnaz, que M. Barthélemy Saint-Hilaire a pris sur lui d'annoncer que le gouvernement se propose de prononcer la mesure destinée à assurer le succès des opinions républicaines. M. Barthélemy Saint-Hilaire n'est pas fou; c'est, au contraire, un homme très mesuré, très modéré, très circonspect; et quoique le *Journal des Débats* le raille d'avoir traduit Aristote, railerie qui ne se conçoit guère de la part de lettrés et qui atteste uniquement le dépit de ceux qui n'ont rien de plus piquant à dire, l'ami de M. Thiers est incapable d'une escapade aussi grosse que celle qu'on veut lui attribuer. M. Barthélemy Saint-Hilaire n'a rien écrit que M. Thiers n'ait vu et approuvé.

Disons encore ceci: les indications politiques contenues dans la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire sont en parfaite conformité avec les paroles de M. Thiers depuis huit jours et plus. Tous les termes qui ont vu M. Thiers ces temps derniers, qui ont assisté à ses dîners, à ses réceptions, savent que la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire est la confirmation exacte, presque littérale, de tous les sentiments exprimés par M. le président de la République.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Après les distributions de brochures bonapartistes dans les casernes, il est maintenant question de factums révolutionnaires répandus de la même façon.

C'est le *Journal de Bordeaux* qui parle :

Il nous revient de source certaine que la propagande révolutionnaire et démocratique se pratique sur une vaste échelle à l'égard de l'armée. Ainsi, tout récemment, on a expédié de Bordeaux-ville, à un régiment de la garnison que nous pourrions nommer, un grand nombre de circulaires imprimées, dans lesquelles on appelle les soldats des « frères », et où on les invite à ne pas obéir à la voix de leurs officiers, s'il s'agit de marcher contre une émeute ou contre les « vrais républicains ».

Ces circulaires ont été intégralement remises par les soldats à leurs chefs, avec une ponctualité qui honore les braves militaires à qui ces manifestes incendiaires ont été adressés.

Il est bien entendu que nous laissons à la feuille bordelaise l'entière responsabilité des informations ci-dessus. Il convient même d'observer que le *Journal de Bordeaux* a des tendances bonapartistes qui ne sont un mystère pour personne dans la cité garonnaise.

Il paraît que les journaux du littoral s'étaient tout pressés en annonçant pour le 1^{er} mars l'ouverture officielle du chemin de fer de Nice à Gènes.

Le *Journal de Nice* publie à ce propos la nouvelle suivante :

Cette ligne ne peut être encore livrée à la circulation, à cause des éboulements qui se sont produits dernièrement sur la section de Saint-Jean (gare internationale) à Ventimille. Les réparations qu'il y a lieu de faire ne seront, dit-on, terminées que dans quinze jours ou un mois.

Les journaux de Lyon annoncent que le général Bourbaki a de nouveau quitté Lyon cette semaine pour se rendre à Versailles.

Le *Sémaphore*, de Marseille, annonce que le ministre des travaux publics et de la justice, frappé de l'insuffisance que présentent, dans certains cas extraordinaires, les signaux d'alarme adoptés sur les lignes de chemins de fer, vient d'inviter les directeurs des grandes Compagnies à étudier si les fusées usitées dans la marine ne pourraient pas être employées comme signaux dans certaines circonstances spéciales.

Le *Sémaphore* croit que c'est l'accident arrivé dernièrement sur le pont de la Brague qui a motivé cette demande d'enquête. On se rappelle, en effet, que le pont de la Brague, ayant été emporté par le torrent qui le traversait, les agents de la gare d'Antibes, prévenant avec le malheur avant l'arrivée du train, n'ont pu, malgré les signaux de détresse qu'ils ont faits de la rive opposée, empêcher le train de se précipiter dans le torrent.

Il est probable qu'une fusée de marine aurait été vue de très loin par le mécanicien, et l'aurait évité assez tôt pour qu'il pût s'arrêter à temps.

LES ACTES OFFICIELS

LES TRANSPORTS PAR PETITE VITESSE

Le ministre des travaux publics, Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 1871, réglant, à titre provisoire, les délais d'expédition, de transport et de livraison des marchandises sur les chemins de fer;

Vu le décret du président de la République, en date du 3 janvier 1872, qui approuve l'arrêté susvisé;

Après en avoir conféré avec la commission de l'Assemblée nationale chargée de procéder à une enquête sur le régime général des chemins de fer;

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté susvisé du 29 décembre 1871, dont l'application était limitée au 1^{er} mars 1872, sont maintenues jusqu'au 31 du même mois, comme dernier délai.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux compagnies de chemins de fer.

Il sera publié et affiché.

Les préfets, les fonctionnaires et agents du contrôle sont chargés d'en surveiller l'exécution.

Versailles, 29 février 1872.

AUGMENTATION DE PRIX DES TABACS

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le prix des tabacs ordinaires que la régie vendra aux consommateurs est fixé à 12 fr. 50 c. par kilogramme.

Art. 2. — Le tabac à prix réduit, dont la fabrication est prescrite par l'article 175 de la loi du 28 avril 1816, ne comprendra plus de tabac à priser.

Le prix du scaferlati de cantine ne pourra pas excéder 3, 5 et 8 fr. chez les débitants, suivant les zones auxquelles ils appartiendront. — Les rôles dits de cantine seront exclusivement vendus dans la première et la deuxième zone, au prix de 6 et 8 fr. chez les débitants.

Les tabacs à fumer et à mâcher, destinés aux troupes de terre et de mer, continueront à être vendus aux prix de 1 fr. 50 c. pour le scaferlati et de 2 fr. pour les rôles.

société se venge, si elle le juge à propos, mais je ne m'en occuperai point.

En parlant ainsi, Clémence, dont ces épanchements avaient un peu atténué la douleur, s'était mise à considérer son mari. Or, pour la première fois, elle trouvait son visage tout autre qu'il était d'habitude. Assurément, il était bien concevable que ces scènes de désolation eussent eu prise sur Jacques. Qu'il fût pâle, cela se comprenait; que le spectacle de son beau-frère assassiné, la veille forcée et la vue de la justice instrumentant dans sa maison eussent altéré même grandement la sérénité de ses traits, il n'y avait pas lieu de s'en étonner. Mais Clémence, avec son oeil de femme aimante et inquiète, lisait autre chose que la fatigue et le chagrin sur cette figure complètement retournée.

Y a-t-il le don d'une double vue chez les âmes délicates qui mettent d'ordinaire toute leur vie dans la pensée et dans l'amour? Bien des physiologistes répondraient affirmativement. Il faut le dire, Clémence eût été malheureuse de n'apercevoir sur la figure de son mari aucun signe de deuil; mais, il n'y avait pas à le cacher, ce qu'elle voyait ou ce qu'elle croyait voir paraissait apporter à sa conscience un soudain effort. Ce trouble étrange qu'elle constatait se faisait être pour elle une énigme.

Cependant, si perspicace qu'elle fût, la jeune femme pouvait se tromper. Et puis, dans un tel jour, après tant d'alarmes, quand tout son être était agité de secousses si cruelles, voyait-elle bien clair? Savait-elle reténir la puissance de son regard au point de ne pas se méprendre? D'ailleurs, ce qu'elle voyait ou croyait voir dans cette transformation des traits de Jacques, n'était-elle encore qu'un point incertain et flottant dans sa pensée. Néanmoins, tant qu'il lui était permis de se rendre compte de ses impressions à cet égard, cette contraction du visage ne pouvait résulter que d'une profonde secousse morale, d'un de ces mouvements de l'esprit qui agitent et aba-

Art. 3. — Les procès-verbaux et actes divers, relatifs à l'exécution des lois concernant les tabacs, pourront être établis par un seul exemplaire; mais, dans ce cas, ils ne feront foi que jusqu'à preuve contraire.

Art. 4. — Les articles 174 et 175 de la loi du 28 avril 1816 sont abrogés.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 29 février 1872.

Par décret du président de la République, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, en date du 26 février, M. Fournier, ministre plénipotentiaire de France près S. M. le roi de Suède et de Norvège, a été nommé en la même qualité près S. M. le roi d'Italie.

NOS INFORMATIONS

LE COLONEL DES ZOUAVES RÉPUBLICAINS

Les personnes qui ont eu la malchance de rester à Paris pendant le règne de la Commune n'ont pas oublié certainement ces immenses affiches sur papier rouge, qui, vers la fin du mois d'avril, faisaient appel aux hommes de cœur pour organiser le régiment des zouaves républicains.

L'organisateur de ce terrible corps n'était autre que Le Canedy de La Forêt, un noble, mais fol, dont la gentillesse, très connue dans les cafés et caboulots du centre de Paris, s'alliait à merveille avec les blasons de quelques autres communs, tels que Raoul du Buisson, Bourbeau de Ségonidgny, Henri Brissac, etc.

Ami et camarade de Lisbonne, qu'il avait connu au 1^{er} régiment des zouaves, ex-comédiant avec ses zouaves républicains, dont il était colonel, jusqu'au 24 mai. Alors, il fut assez heureux pour prendre la fuite, comme tant d'autres, et se réfugia à Genève.

Malheureusement pour lui, il eut l'imprudence de rentrer à Paris ces jours derniers, et il est maintenant entre les mains de la justice.

LE VOLTAIRE DE HOUDON

Une grande discussion vient d'avoir lieu entre l'administration des domaines et la Comédie-Française, au sujet de la propriété du Voltaire de Houdon. Si le domaine le revendrait énergiquement, les sociétaires soutiendraient avec la même obstination qu'il leur appartenait. Hier, heureusement, un des sociétaires du théâtre a retrouvé, dans les archives du Théâtre-Français, une lettre de la quelle il ressort que le *Voltaire* a été donné, non à l'Etat, mais au théâtre. Ce n'est pas tout : on discute aujourd'hui au sujet de la propriété du portrait de Molière, peint par Mignard.

C'est au sujet du récolement des objets d'art du Théâtre-Français que toutes ces discussions ont été soulevées.

LA TOUR DE JEAN-SANS-PEUR

Lorsque l'administration de la ville de Paris eut décidé le placement de la rue Turbigo et le débâtellement de toute la section de la rue Ours, qui se trouvait enfermée entre cette rue Turbigo et la rue Montorgueil, l'explication de tout ce pêle de vieilles maisons mit à découvert un des plus anciens et des plus curieux de la ville, parmi tous les monuments historiques de Paris : nous voulons parler de la tour de Jean-sans-Peur. La valeur réelle du monument ne fut exactement connue que du jour où, débarrassés des vieilles masures qui le cachaient jusque-là, il apparut dans toute son originalité.

L'idée vint immédiatement de faire du monument retrouvé le pendant de la tour Saint-Jacques en créant un square à ses pieds. Le concessionnaire de la ville de Paris, pour la rue Turbigo, a entamé à ce sujet des négociations avec la ville de Paris pour cette opération : il s'agissait d'acheter les vieilles masures qui restent encore dans le voisinage.

On nous annonce aujourd'hui que ces projets sont abandonnés, et que la Ville se chargerait elle-même d'utiliser la tour de Jean-sans-Peur.

UN NOUVEAU CHAMP DE COURSES AU BOIS DE BOULOGNE

La reprise par l'autorité militaire de l'emplacement du champ de courses de Vincennes, a mis la Société des steeple-chases de Vincennes dans l'alternative ou de se liquider ou de créer un nouveau champ.

Le public étant devenu très amateur de courses à obstacles et procurant des recettes fort présentes depuis deux ans, le conseil s'est, parait-il, décidé pour la dernière combinaison, car on nous annonce aujourd'hui que des pourparlers ont lieu avec M. de Rothschild, dans le but d'obtenir la plaine dite de Bagatelle, pour y transporter les courses de Vincennes.

La pelouse de Bagatelle, s'étend en face de Puteaux, sur l'autre rive de la Seine, et offre par ses accidents naturels de terrain, le plus merveilleux des emplacements pour l'établissement d'un champ de steeple-chase.

ACADEMIE FRANÇAISE

RÉCEPTION DE M. DUVERGIER DE HAURANNE

Hier a eu lieu à l'Académie française la réception de M. Duvergier de Hauranne. C'est M. Cuvillier-Fleury qui a répondu au récipiendaire. Les discours, surtout celui de M.

Restée seule, la jeune femme revint insensiblement aux dernières paroles que son mari avait fait entendre.

— Je ne vois pas clair dans cette sinistre affaire, pensait-elle.

Et, en cherchant à se redresser :

— Quel intérêt ce Claude-Claudin aurait-il donc eu à tuer Horace ?

VIII

Il s'était écoulé cinq ou six jours.

La justice n'avait pas cessé d'être sur pied. On battait les environs du cottage, du bois de la Sauvagerie et du château des Aulnis. On cherchait, on interrogeait. En dépit de l'habileté proverbiale de l'officier de paix, aucun indice nouveau n'avait été relevé. Inhumé dans un caveau de famille, au petit cimetière de Reuilly, Horace était toujours pleuré par Clémence et regretté par Mathilde, mais rien n'annonçait qu'on dût trouver à le venger d'une manière certaine. Pour les magistrats eux-mêmes, Claude-Claudin n'était qu'un pis-aller d'accusation, un inculpé contre lequel il y avait plus de conjectures à admettre que des preuves réelles.

Il faut pourtant tirer tout cela au clair, se dit un matin maître Simon en causant un peu avec lui-même. Je ne vois que confusion et que contradiction dans toute cette affaire. Ce vagabond est-il bien l'homme qui a fait le coup? J'ai furé. Tout ce qu'on m'a dit de lui tendrait à faire croire qu'il est plus paresseux que mauvais drôle. Il ne fait jamais de mal à personne. D'un autre côté, comme l'argent lui tient pas au cœur, il n'aurait pu agir pour dépouiller la victime. La preuve, c'est que le défunt avait sur lui un porte-monnaie plein d'espèces auxquelles le malheureux n'a pas songé à toucher.

PHILIBERT AUDEBRAND

(A suivre).

On sait que la ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

La ligne de Vincennes doit être prolongée au delà de Brie-Comte-Robert, en passant par Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les études et travaux préparatoires sont terminés pour le tronçon compris entre la Varenne-Saint-Maur et Boissy-Saint-Léger. Nous apprenons de source certaine que la Compagnie du chemin de fer de l'Est a traité à l'amiable avec tous les propriétaires d'immeubles placés sur le parcours adopté. Quatre seulement n'ont pu tomber d'accord avec la Compagnie sur le chiffre de l'indemnité qui leur est due. On s'occupe d'en finir avec eux aujourd'hui.

CRIMES, SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier, vers dix heures du soir, le sieur Maugis, marchand de vins, a été attaqué par deux misérables, qui, après l'avoir presque assommé de coups de poing, lui enlevèrent une somme de 500 francs qu'il portait sur lui. Un sieur Decroix, demeurant rue de Flandre, l'un des auteurs de cette audacieuse agression, a été immédiatement écroué au Dépôt de la préfecture de police.

Jean Perrot, chiffonnier, demeurant rue Monge, 171, a été trouvé, hier soir, étendu au milieu de sa chambre, et ne donnant plus signe de vie. Autour de lui une mare de sang, au cou une affreuse blessure. Le malheureux s'était tranché la carotide à l'aide d'un rasoir. L'extrême misère l'a poussé, nous assure-t-on, à cet acte de désespoir.

Hier, après midi, dans le petit bras de la Seine, en face l'écluse de la Monnaie, le sieur Roux, éclusier, a repêché le cadavre d'un individu qui avait été, à coup sûr, arrêté pendant quelques mois entre les pilotes, qui forment le barrage, eu égard à son état de décomposition avancée. Il était réduit à l'état de véritable squelette, et dans l'impossibilité d'établir son identité, on l'a transporté à la Morgue avec les hardes en lambeau qui le recouvraient.

Hier, à la hauteur du pont d'Austerlitz, deux marins qui remontaient la Seine ont ramené à la surface le cadavre d'un enfant paraissant âgé de six semaines environ. Les membres du pauvre petit être étaient complètement déarticulés, et les langues qui sortaient avaient été soigneusement démaquillées. En l'absence de tout indice pouvant constater son identité, le cadavre a été transporté à la Morgue.

Hier matin, vers neuf heures, a été trouvé sur la route du Raincy, à une centaine de pas des fortifications environ, le cadavre d'un individu très bien mis, qui s'était suicidé en avalant du laudanum. Rien de ce qui a été trouvé sur lui ne pouvant constater son identité, il a été transporté à la Morgue.

Hier, vers quatre heures et demie du soir, M^{lle} la baronne de Chérif, en descendant de voiture au coin de la rue Royale et de la place de la Concorde, est tombée si malheureusement qu'elle s'est fait une grave blessure à la tête et cassé le bras droit. L'âge avancé de la blessée fait concevoir à son médecin les plus sérieuses inquiétudes.

Hier, rue des Réservoirs, à l'encoignure de la rue de Passy, le sieur Lenfant, charbonnier, en état complet d'ivresse, est tombé d'une lourde voiture chargée de charbon qu'il conduisait, a été littéralement écrasé.

Le sieur Emile C..., négociant, demeurant rue de la Monnaie, a été frappé hier d'une attaque d'apoplexie foudroyante

l'attention du ministre de la guerre sur la situation actuellement faite aux sous-officiers de gendarmerie entrés dans l'armée active pendant la campagne de 1870-1871.

Après le désastre de Sedan, l'armée que l'on éreint sur les bords de la Loire manquait de cadres, un certain nombre de sous-officiers de gendarmerie offrirent spontanément leurs services au gouvernement de la défense nationale qui, après examen de leurs titres, les nomma sous-lieutenants dans l'armée à laquelle ils appartenaient antérieurement.

Depuis la paix, tous ces officiers ont témoigné le désir de rentrer de nouveau dans la gendarmerie qu'ils n'avaient quittée qu'en raison des malheurs de la patrie; tous ont été évincés. On leur a répondu qu'ils étaient trop vieux... qu'ils avaient dépassé l'âge... etc. Le décret du 1^{er} octobre 1861 fixe bien, il est vrai, à quarante ans la limite d'âge pour les officiers de l'armée active qui désirent entrer dans la gendarmerie; mais nous ne croyons pas qu'il faille un grand effort d'intelligence pour saisir les motifs qui ont inspiré ce décret: l'officier de l'armée active qui entre dans la gendarmerie doit être jeune encore, car il lui faut plusieurs années pour se mettre au courant d'un service qu'il ne connaît pas. Il n'en est évidemment pas de même d'un sous-officier qui a servi dix ou quinze ans dans la gendarmerie, il connaît le métier juste dans ses moindres détails.

M. le ministre n'a tenu aucun compte, à ces vieux soldats, de leur dévouement ni des durs sacrifices qu'ils se sont imposés. Cette mesure, qui nous paraît injuste, impolitique et nuisible aux intérêts du service, écarte à presque tous ces officiers, généralement mariés et sans fortune, une pénible position, car la solde d'un sous-lieutenant dans l'armée active, insuffisante à l'entretien d'une nombreuse famille. Tous ont conservé leurs ménages, qu'ils ont confiés à la garde d'un voisin; ils se voient aujourd'hui dans la dure nécessité de se défaire, à vil prix, d'un mobilier, fruit de longues économies, souvent péniblement amassées.

Depuis le mois de juin 1871, il y a eu, dans la gendarmerie, plus de cent nominations de sous-lieutenants. Pourquoi le ministre a-t-il accordé la préférence à de jeunes officiers qui, à peine entrés dans la carrière militaire, demandent déjà le repos et la tranquillité? Il nous semble que, d'après les éloges que la gendarmerie a reçus pendant la campagne, elle avait droit à plus d'égards.

Nous recevons de nombreuses lettres de réclamations d'officiers intéressés, et nous pouvons affirmer qu'une mesure aussi peu bienveillante n'est pas faite pour contenter l'armée. — MOUSSEBOULE.

LES CORRESPONDANCES

LETTRES DE SAINT-PÉTERSBOURG

Nous voyons de jour en jour plus clairement que M. de Catakazy a été victime d'une intrigue, qu'un diplomate plus prévoyant aurait certes pu déjouer. Le correspondant américain du *Scotsman*, journal publié à Edimbourg, parle déjà d'une rupture prochaine des Etats-Unis avec la Russie. Il paraîtrait que le mobile de l'intrigue est la réélection du président Grant, dont le parti flatte l'Angleterre aux dépens de la Russie. Par contre, les nombreux Irlandais et les Allemands qui sont toujours sous l'influence de la politique de leur patrie, empêcheront autant que possible que les bons rapports avec la Russie soient sacrifiés aux intérêts anglais, et nous comptons sur l'habileté du baron d'Offenberg, qui se rendra à son poste au mois de mai, pour renouer les relations avec la Maison-Blanche, relations un peu compromises par la conduite de M. de Catakazy.

Le voyage du grand maître des postes M. le baron Velho, fait espérer que nous obtiendrons pour le service postal les améliorations que le public attend depuis si longtemps. Il s'agit avant tout, d'établir une correspondance directe avec les pays situés au delà de la Prusse et de l'Autriche. Jusqu'aujourd'hui, les lettres, pour la France, la Belgique, la Hollande, etc., sont expédiées séparément aux postes prussiennes, qui les font parvenir à leur destination. A l'avenir, on veut envoyer directement, dans des sacs fermés, les correspondances aux pays auxquels elles sont adressées. L'ouverture de ces sacs sera faite aux premiers bureaux des postes en France, en Belgique, etc.

La Prusse et l'Autriche recevront donc les frais de transit pour le sac entier et non plus pour chaque lettre, ce qui diminuera le travail des employés en Allemagne.

Il faudrait modifier aussi, chez nous le port des lettres et surtout celui des paquets. Le public désire que le port des lettres, dans le même gouvernement ou dans un gouvernement adjacent, fut réduit de moitié, soit à 5 copecks, et que les frais de remise à domicile, qui sont de 3 copecks, soient supprimés ou réduits à 1 cop. et que la taxe des paquets soit fixée à 3 cop. pour 500 verstes, et à 1/4 cop. en plus pour chaque fraction de 100 verstes ou plus. Une mesure semblable contribuerait beaucoup au bien-être de notre public et elle n'est pas difficile à introduire, puisque la poste se sert gratuitement des chemins de fer qui sillonnent notre pays.

Le public se plaint surtout de l'élévation du transport des livres. Les journaux ont cherché le port d'un calendrier qui coûte ici un rouble, revient, de Saint-Petersbourg à Nicolaïef, à 1 rouble 60 copecks, et la majeure partie de ce parcours s'accomplit en chemin de fer.

Nous avons sous les yeux le compte rendu du contrôle de l'Empire pour l'année 1870. La recette de cette année a dépassé celle prévue au budget, de la somme considérable de 31,529,348 roubles. Il y a eu une augmentation surtout sur les hausses, les douanes, la poste, l'enregistrement, les patentes de commerce; mais une diminution sur le revenu de la monnaie, l'accise sur le sucre de betteraves, sur le sel, etc.

Depuis 1860, les impôts directs ont augmenté de 500,000. Les dépenses de 1870, 602,000,000 roubles ont dépassé de 186,482,000 roubles en 1870 (sauf des dépenses extraordinaires assignées une fois pour toutes).

Ces chiffres établissent que, grâce à la politique de paix et de justice qui caractérise le gouvernement de l'empereur Alexandre II, la Russie prospère et travaille tranquillement au développement de son bien-être matériel et moral.

Les conférences populaires qui ont lieu chaque dimanche à l'ancien entrepôt de sels de notre capitale, donnent les meilleurs résultats. Il y avait au moins neuf cents auditeurs le 30 janvier dernier. Ces conférences prouvent combien notre public aime à s'instruire. Les salles sont toujours comblées, et le grand maître de la police qui a créé ces conférences cherche déjà un local plus vaste pour contenir le public. — M. DE BELINA.

ASSOCIATION GÉNÉRALE D'ALSACE-LORRAINE

46, boulevard Magenta, 46

Des dames convenablement mises se présentent depuis plusieurs jours dans divers quartiers, et particulièrement dans les environs du quai de la Mégisserie, pour quêter au nom de l'Alsace-Lorraine.

Nous déclarons que ces dames sont absolument étrangères à l'association que nous représentons 46, boulevard Magenta, et nous mettons le public en garde contre ce genre de quête.

Le comité directeur :

BOUVIER, LAUTH, MELSHIM, ONIMUS, SEINGUERLET.

HOMMES ET CHOSES

Le gouvernement prussien vient de prendre une mesure assez tyrannique à l'égard de ses diplomates.

Il avait remarqué que, depuis quelque temps, messieurs les secrétaires et attachés de légations avaient généralement une disposition marquée pour contracter mariage à l'étranger. Cela menaçait de prendre des proportions politiques, et comme les femmes des diplomates sont en général des femmes de bien, le plus actif que la chimie ait encore rencontré sous ses balcons et ses cornues, sans avoir pu le chiffrer et encore moins le formuler, grand émoi à la cour d'Allemagne. Qu'advient-il si les officiers, sergents et caporaux prussiens occupant nos provinces se mettaient à épouser des Françaises? Il arrive souvent qu'un Français se marie à l'étranger amène sa femme chez nous; mais comme la vie est cent fois préférable en France que partout ailleurs, ce seraient les Prussiens qui, cette fois, se feraient naturaliser citoyens de la République, même provisoire, dont nous jouissons.

Ces considérations sont d'un ordre très élevé, et il faut leur attribuer l'interdiction dont la diplomatie vient d'être l'objet, plutôt que l'histoire romanesque de M. de Solms, qu'on s'est complu à raconter.

Je conviens qu'un diplomate de la force présumée de M. de Solms n'ait pas donné la preuve d'une habileté de premier ordre, en ne sachant pas se tirer du guépier où l'avait fourré l'amour d'une belle fille de théâtre; cependant il me semble qu'il eût été plus naturel de briser la carrière d'un homme marié, que d'empêcher toute une catégorie de citoyens de faire les folies qu'ils méditent.

Ne fait pas de folies qui veut; et il n'y a encore que cela de bon et d'agréable dans la vie. Des diplomates, des officiers, des soldats, on en trouvera toujours, autant qu'on le voudra; tandis qu'un homme heureux, c'est rare. Comme l'homme prend son bonheur où il le trouve, je trouve superlativement tyrannique d'empêcher un diplomate d'épouser une danseuse, si cela lui plaît.

Mais cela se passe en Prusse, et nous n'y avons que faire. D'ailleurs, nous nous occupons un peu trop de la Prusse pour critiquer et pas assez pour préparer la réaction que nous lui devons.

A ce propos, je trouve que Sardou aurait très bien fait de vendre 10,000 francs le droit de traduire *Rabagas* en allemand. Ceux qui lui reprochent aimeraient mieux qu'on se passât de son autorisation et qu'on lui volât son œuvre. Qui vous dit que Sardou n'aurait pas versé ces 10,000 francs pour la libération du territoire?

Soyons patriotes, mais, avant tout, ne soyons pas des imbéciles.

Je ne suis nullement tenté de profiter de quelques jours qui nous restent jusqu'au vote de la loi de M. Lefebvre-Durulé pour dire des paroles désagréables à l'ordre de choses établi; mais je ne puis m'empêcher d'envisager en ce moment le sort des Anglais.

Ce peuple — et quel peuple, cela! — vient de se livrer, à propos de la cérémonie des prières en action de grâces pour la guerre, d'un triomphe de l'Autriche, à des excentricités d'enthousiasme vraiment touchantes.

Il n'y a pas encore, de l'autre côté de la Manche, cette saine haine, cette envie hargneuse du peuple pour la royauté et ceux qui la représentent, et la solidité des lois, ou plutôt la loyauté des sujets de la reine, qui ont accepté le pacte de la loi et le respectent, ne permettent pas de supposer que le catéchisme qui nous a été nos croyances soit proche pour les Anglais.

Avec quelle joie ils ont fermé leurs boutiques, comme si c'était un dimanche; avec quel empressement ils les ont ornées de drapeaux et d'emblèmes, ces bons commerçants, grands et petits, qui ont vu dans le rétablissement de l'héritier du trône leur avenir politique assuré. Et les cris, et les hurrahs, et les danses, et les chants!

Franchement, j'aime bien mieux voir le peuple anglais se livrer à ces naïves folies, que d'aspirer, comme celui de nos faubourgs, à ces sauvages orgies politiques dont le siège et la Commune nous ont donné le navrant spectacle. Un citoyen n'est ni garde national ni clubiste; il est père de famille et doit le travail.

Allez donc faire admettre cela aux vingt mille communaux revenus des pontons et à leurs adhérents! Et, à propos du prince de Galles, ils vous diront que le peuple anglais est idiot ou pourri.

Je demande quel rôle l'Internationale, section de Londres, a joué pendant la noble fête.

Parlez-moi des Mormons! voilà un peuple libre et un peuple? — qui s'affirme dans les dunes ont voté. Enfin!

Il s'agit d'élire des maires et conseillers municipaux. Il y avait deux listes de candidats: celle des libéraux et celle des Mormons. Les libéraux, qui, un peu partout, constituent un parti qui ne brille point par la franchise, voulaient exclure les femmes du scrutin, bien qu'un article de la loi leur en accorde la franchise.

Les Mormons sont donc arrivés au scrutin avec leurs femmes, et la loi est si bien formelle à cet égard, qu'une section spéciale avait été réservée pour elles. Votant en masse pour la liste préconisée par leurs maris, avec un enthousiasme sans pareil, et comme elles avaient toutes amené leurs enfants, les enfants ont également voté. De là une majorité splendide.

Les libéraux étaient rugissants de colère; ils voulaient rendre le vote nul, ils parlaient même de bouleverser les urnes et se sont contentés à la fin de protester dans une pétition adressée au Congrès.

Et bien! mesdames de Paris et de la France, qu'en dites-vous? Enviez-vous ces droits précieux, écrits dans la Charte humaine et qui devraient vous rendre les égaux de vos seigneurs et maîtres? Seriez-vous apâtes à discerner le bien du mal, la liste des bons de la liste des méchants?

Hélas! au risque de me faire arracher les yeux, permettez-moi d'en douter. Il y a une fable de Lafontaine qui m'induit à penser que, trop souvent, vous seriez en plein désaccord avec l'opinion politique de vos maris.

On le sait, une femme s'était noyée; son mari la cherchait vers la partie basse d'un torrent. Remontez le courant, lui dit un passant,

Quelle que soit la pente et l'inclinaison. L'eau par sa course l'emporte, l'esprit de contradiction l'aura fait flotter d'autre sorte.

Ce passant devait avoir eu des désagréments nombreux avec les dames; mais comme il était dans le vrai! diront beaucoup de gens.

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA SEINE-INFÉRIEURE

Audience du 20 février 1872.

AFFAIRE JANVIER DE LA MOTTE

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Même affluence que les jours précédents, et même constance dans l'attention de l'auditoire. Cela menaçait de prendre des proportions politiques, et comme les femmes des diplomates sont en général des femmes de bien, le plus actif que la chimie ait encore rencontré sous ses balcons et ses cornues, sans avoir pu le chiffrer et encore moins le formuler, grand émoi à la cour d'Allemagne.

Qu'advient-il si les officiers, sergents et caporaux prussiens occupant nos provinces se mettaient à épouser des Françaises? Il arrive souvent qu'un Français se marie à l'étranger amène sa femme chez nous; mais comme la vie est cent fois préférable en France que partout ailleurs, ce seraient les Prussiens qui, cette fois, se feraient naturaliser citoyens de la République, même provisoire, dont nous jouissons.

Ces considérations sont d'un ordre très élevé, et il faut leur attribuer l'interdiction dont la diplomatie vient d'être l'objet, plutôt que l'histoire romanesque de M. de Solms, qu'on s'est complu à raconter.

Je conviens qu'un diplomate de la force présumée de M. de Solms n'ait pas donné la preuve d'une habileté de premier ordre, en ne sachant pas se tirer du guépier où l'avait fourré l'amour d'une belle fille de théâtre; cependant il me semble qu'il eût été plus naturel de briser la carrière d'un homme marié, que d'empêcher toute une catégorie de citoyens de faire les folies qu'ils méditent.

Ne fait pas de folies qui veut; et il n'y a encore que cela de bon et d'agréable dans la vie. Des diplomates, des officiers, des soldats, on en trouvera toujours, autant qu'on le voudra; tandis qu'un homme heureux, c'est rare. Comme l'homme prend son bonheur où il le trouve, je trouve superlativement tyrannique d'empêcher un diplomate d'épouser une danseuse, si cela lui plaît.

Mais cela se passe en Prusse, et nous n'y avons que faire. D'ailleurs, nous nous occupons un peu trop de la Prusse pour critiquer et pas assez pour préparer la réaction que nous lui devons.

A ce propos, je trouve que Sardou aurait très bien fait de vendre 10,000 francs le droit de traduire *Rabagas* en allemand. Ceux qui lui reprochent aimeraient mieux qu'on se passât de son autorisation et qu'on lui volât son œuvre. Qui vous dit que Sardou n'aurait pas versé ces 10,000 francs pour la libération du territoire?

Soyons patriotes, mais, avant tout, ne soyons pas des imbéciles.

Je ne suis nullement tenté de profiter de quelques jours qui nous restent jusqu'au vote de la loi de M. Lefebvre-Durulé pour dire des paroles désagréables à l'ordre de choses établi; mais je ne puis m'empêcher d'envisager en ce moment le sort des Anglais.

Ce peuple — et quel peuple, cela! — vient de se livrer, à propos de la cérémonie des prières en action de grâces pour la guerre, d'un triomphe de l'Autriche, à des excentricités d'enthousiasme vraiment touchantes.

Il n'y a pas encore, de l'autre côté de la Manche, cette saine haine, cette envie hargneuse du peuple pour la royauté et ceux qui la représentent, et la solidité des lois, ou plutôt la loyauté des sujets de la reine, qui ont accepté le pacte de la loi et le respectent, ne permettent pas de supposer que le catéchisme qui nous a été nos croyances soit proche pour les Anglais.

Avec quelle joie ils ont fermé leurs boutiques, comme si c'était un dimanche; avec quel empressement ils les ont ornées de drapeaux et d'emblèmes, ces bons commerçants, grands et petits, qui ont vu dans le rétablissement de l'héritier du trône leur avenir politique assuré. Et les cris, et les hurrahs, et les danses, et les chants!

Franchement, j'aime bien mieux voir le peuple anglais se livrer à ces naïves folies, que d'aspirer, comme celui de nos faubourgs, à ces sauvages orgies politiques dont le siège et la Commune nous ont donné le navrant spectacle. Un citoyen n'est ni garde national ni clubiste; il est père de famille et doit le travail.

Allez donc faire admettre cela aux vingt mille communaux revenus des pontons et à leurs adhérents! Et, à propos du prince de Galles, ils vous diront que le peuple anglais est idiot ou pourri.

Je demande quel rôle l'Internationale, section de Londres, a joué pendant la noble fête.

Parlez-moi des Mormons! voilà un peuple libre et un peuple? — qui s'affirme dans les dunes ont voté. Enfin!

Il s'agit d'élire des maires et conseillers municipaux. Il y avait deux listes de candidats: celle des libéraux et celle des Mormons. Les libéraux, qui, un peu partout, constituent un parti qui ne brille point par la franchise, voulaient exclure les femmes du scrutin, bien qu'un article de la loi leur en accorde la franchise.

Les Mormons sont donc arrivés au scrutin avec leurs femmes, et la loi est si bien formelle à cet égard, qu'une section spéciale avait été réservée pour elles. Votant en masse pour la liste préconisée par leurs maris, avec un enthousiasme sans pareil, et comme elles avaient toutes amené leurs enfants, les enfants ont également voté. De là une majorité splendide.

Les libéraux étaient rugissants de colère; ils voulaient rendre le vote nul, ils parlaient même de bouleverser les urnes et se sont contentés à la fin de protester dans une pétition adressée au Congrès.

Et bien! mesdames de Paris et de la France, qu'en dites-vous? Enviez-vous ces droits précieux, écrits dans la Charte humaine et qui devraient vous rendre les égaux de vos seigneurs et maîtres? Seriez-vous apâtes à discerner le bien du mal, la liste des bons de la liste des méchants?

Hélas! au risque de me faire arracher les yeux, permettez-moi d'en douter. Il y a une fable de Lafontaine qui m'induit à penser que, trop souvent, vous seriez en plein désaccord avec l'opinion politique de vos maris.

On le sait, une femme s'était noyée; son mari la cherchait vers la partie basse d'un torrent. Remontez le courant, lui dit un passant,

Quelle que soit la pente et l'inclinaison. L'eau par sa course l'emporte, l'esprit de contradiction l'aura fait flotter d'autre sorte.

Ce passant devait avoir eu des désagréments nombreux avec les dames; mais comme il était dans le vrai! diront beaucoup de gens.

CHRYSALE.

Même affluence que les jours précédents, et même constance dans l'attention de l'auditoire. Cela menaçait de prendre des proportions politiques, et comme les femmes des diplomates sont en général des femmes de bien, le plus actif que la chimie ait encore rencontré sous ses balcons et ses cornues, sans avoir pu le chiffrer et encore moins le formuler, grand émoi à la cour d'Allemagne.

Qu'advient-il si les officiers, sergents et caporaux prussiens occupant nos provinces se mettaient à épouser des Françaises? Il arrive souvent qu'un Français se marie à l'étranger amène sa femme chez nous; mais comme la vie est cent fois préférable en France que partout ailleurs, ce seraient les Prussiens qui, cette fois, se feraient naturaliser citoyens de la République, même provisoire, dont nous jouissons.

Ces considérations sont d'un ordre très élevé, et il faut leur attribuer l'interdiction dont la diplomatie vient d'être l'objet, plutôt que l'histoire romanesque de M. de Solms, qu'on s'est complu à raconter.

Je conviens qu'un diplomate de la force présumée de M. de Solms n'ait pas donné la preuve d'une habileté de premier ordre, en ne sachant pas se tirer du guépier où l'avait fourré l'amour d'une belle fille de théâtre; cependant il me semble qu'il eût été plus naturel de briser la carrière d'un homme marié, que d'empêcher toute une catégorie de citoyens de faire les folies qu'ils méditent.

Ne fait pas de folies qui veut; et il n'y a encore que cela de bon et d'agréable dans la vie. Des diplomates, des officiers, des soldats, on en trouvera toujours, autant qu'on le voudra; tandis qu'un homme heureux, c'est rare. Comme l'homme prend son bonheur où il le trouve, je trouve superlativement tyrannique d'empêcher un diplomate d'épouser une danseuse, si cela lui plaît.

Mais cela se passe en Prusse, et nous n'y avons que faire. D'ailleurs, nous nous occupons un peu trop de la Prusse pour critiquer et pas assez pour préparer la réaction que nous lui devons.

A ce propos, je trouve que Sardou aurait très bien fait de vendre 10,000 francs le droit de traduire *Rabagas* en allemand. Ceux qui lui reprochent aimeraient mieux qu'on se passât de son autorisation et qu'on lui volât son œuvre. Qui vous dit que Sardou n'aurait pas versé ces 10,000 francs pour la libération du territoire?

par un enregistrement anglais. Il se dirigea vers Liverpool, où il fut complètement arrêté. Il prit à son bord une cargaison d'armes, de munitions et d'effets d'équipement et devint un transport confédéré, qui, sous pavillon de la Grande-Bretagne, ravitailla les bâtiments du Sud pendant de longs mois.

LE NASHVILLE

Le Nashville était un puissant steamer à roues, employé au service de transport sur la ligne de New-York à Charleston. Dans la nuit du 20 octobre 1861, il s'échappa de Charleston pour faire cause commune avec les confédérés. Il était armé secrètement de deux canons lisses de 32, et son commandant était un lieutenant de la marine des Etats-Unis.

Son premier voyage fut celui du port de Saint-Georges, aux îles Bermudes, possession anglaise, où se ravitailla le charbon. Il quitta les Bermudes le 5 novembre, pour se rendre à Liverpool. En mer, il attaqua le navire marchand américain le *Harvey Birch*, qui fut dépillé et coulé en moins de trois heures.

Ce fut sa seule prise, et sa campagne fut plus courte encore que celle du *Smunter*, dit le *Gibraltar*. Il arriva à Liverpool le 21 novembre, complètement dépourvu de sa cargaison et fort endommagé par une tempête.

LE FLORIDA

Celui qui écrit ces lignes avait l'occasion de visiter le Florida, pendant l'été de 1864, aux îles Bermudes. C'était une canonnière cuirassée à hélice, elle jaugeait environ 700 tonnes, avait deux cheminées et trois mâts.

Le Florida fut construit à Liverpool par MM. Fawcett, Preston et Co, sous la direction du capitaine Bullock, et payé par la maison de banque Fraser, Trenholm et Co. Les constructeurs répandirent, dès l'abord, le bruit que le Florida était construit pour le compte du gouvernement italien et devait prendre le nom d'*Oreto*. Cette fable tomba devant le démenti formel de l'envoyé plénipotentiaire italien, qui déclara qu'il n'avait aucune information à ce sujet. Personne ne s'y trompa; tous les habitants du port qui étaient au courant des questions maritimes comprirent que le Florida était construit pour les Etats du Sud. Le 4 février 1862, le navire fut lancé, et le grément commença sans délai.

Le 17 mars il était complètement approvisionné et sortit du port pour aller s'ancre à une lieue et demie du rivage, à l'île de Nassau, à 11 milles, époque à laquelle arriva en vue de Liverpool le navire confédéré l'*Annie Childs*, ayant à son bord quinze officiers qui prirent le commandement du Florida.

Le Florida n'avait pas été construit seul. Trois bâtiments de plus petite dimension étaient destinés à l'accompagner. Ils portaient les noms de : le *Clarence*, le *Tacony* et l'*Acher*.

Dans le même temps, à Harlepool, sur la côte occidentale d'Angleterre, on fabriquait des canons et des armes portatives destinés au Florida et à ses tenders. Ces armes furent chargées sur le steamer anglais *Bahama*, qui rencontra les corsaires à Green-Bay, possession anglaise. Les arrangements relatifs à l'armement furent effectués devant le port, et le Florida et ses tenders, armés d'une façon redoutable, ouvrirent leur croisière par un voyage vers l'île de Cuba. Mais les autorités espagnoles refusèrent de leur laisser pénétrer dans les eaux de l'île et avertirent les commandants que leurs bâtiments seraient saisis s'ils tentaient la moindre infraction à cette mesure. Le Florida se rendit alors à Nassau, port anglais où il resta deux jours et trois nuits. Les autorités lui firent le plus affectueux accueil et les officiers confédérés furent reçus par les officiers anglais à leur arrivée dans la ville. Pendant ces premiers voyages il avait capturé vingt vaisseaux marchands et livré bataille au *Turcarora*. Un de ses tenders, le *Clarence*, avait été fortement éprouvé.

Après sa courte station aux îles Bermudes, il reprit la mer le 27 juin 1864. Le 1^{er} juillet, il détruisit le *Harriet Stevens*, le 8 le *Colconda*, le 9 le *Margaret*, le 10 l'*Electric Spark*, le 26 septembre le *Mondanis*.

Le *Clarence* prit et détruisit le *Kate Stewart*, le *Mary Alvina*, le *Mary Schindler* et le *Winstling Wind*.

Le *Tacony* prit l'*Ada*, le *Byzantium*, l'*Elizabeth Ann*, le *Goodspeed*, le *Macomber*, le *Marengo*, le *Ripple*, le *Rufus Choate* et l'*Umpire*.

L'*Acher* ne livra qu'un combat; il coula le *Caleb Cushing*, garde-côte des Etats-Unis, mais fut si fortement éprouvé qu'il ne put dès lors tenir la mer. Il fut brûlé.

Le croisière de corsaire du Florida se termina à Bahia dans un combat où il fut coulé. Le *Clarence* se fit sauter, et le *Tacony* fut fait prisonnier.

Les considérations exposées au tribunal arbitral de Genève par les Etats-Unis, en ce qui touche le Florida, le Clarence, le Tacony et l'Acher sont ceux-ci :

« L'étendue des dommages que les Etats-Unis et les citoyens de ce pays ont éprouvé par suite des actes du Florida et de ses tenders, sera déterminée ultérieurement. Les Etats-Unis croient avoir démontré qu'en vertu des principes généraux énoncés dans l'exposé, l'Angleterre a manqué d'exécuter toutes les obligations contenues dans les trois règles de l'article VI du traité de Washington ou reconnues par les principes du droit des gens qui ne sont pas incompatibles avec elles; c'est ce qui leur demande au tribunal de décider à l'égard du Florida et de ses tenders. »

Dans le cas où les arbitres exerceraient le pouvoir qui leur est donné par l'article 7 du traité, et où ils alloueraient une somme en l'honneur de l'Angleterre devant payer aux Etats-Unis, ceux-ci demandent qu'en déterminant cette somme, il soit tenu compte des pertes individuelles qui sont résultées de la destruction des vaisseaux et de leurs cargaisons, et aussi des dépenses faites par les Etats-Unis en poursuivant le Florida et ses tenders. »

LA RETRIBUTION

Le schooner la *Retribution* était, dans l'origine, un paquebot de transport appartenant à une société transatlantique. Capturé par l'*Alabama*, il fut armé en guerre et commença une croisière très vigilante près des Bancs de Bahamas. Il s'empara du brick l'*Hanover*, dont il alla vendre la cargaison à Long-Key (île de la Fortune), possession anglaise. Il prit, trois mois plus tard, le schooner américain l'*Emily Fischer*, dont il vendit également le chargement.

La *Retribution* se rendit sans combat dans la baie de Nassau, à la flotte des Etats-Unis. Le bâtiment fut rendu au commerce et prit le nom de l'*Etta*.

LE CHICKAMAUGA, LE TALLAHASSEE ET LE SHENANDOAH

Ces trois vaisseaux furent construits en Angleterre; les deux premiers à Liverpool, le troisième à Portsmouth. Ils appartenaient dès le principe à la marine marchande anglaise et portaient d'autres noms. Ils furent armés

tous trois vers la même époque, en juin 1861, dans les eaux des îles Açores et par les soins de capitaines anglais.

Le *Chickamauga* armé de trois canons détruisit les navires marchands le *Mark Potter*, le *Bangor*, le *Schooping Star*, l'*Otten Rooh*. Il se rendit en octobre 1863 à la barque américaine *Speedwell*.

Le *Tallahassee* fit une courte et stérile campagne qui aboutit à un naufrage.

Le *Shenandoah* croisa dans les eaux du Japon et y captura trente-deux vaisseaux marchands dont il vendit les cargaisons dans les ports anglais.

En résumé, les vaisseaux que nous venons de citer ont coulé, dans l'espace de six ans, à la marine marchande des Etats de l'Union, sept cent trente et un navires jaugeant ensemble quatre cent trente-six mille deux cent cinquante et un tonneaux.

UN OFFICIER DE MARINE.

BIBLIOGRAPHIE

Le premier volume de l'*Histoire de France* racontée à mes petits enfants, de M. Guizot, a été accueilli par la critique avec un faveur éclatante, et l'Académie a décerné le grand prix d'honneur à ce beau livre. La première livraison du second volume vient de paraître à la librairie Hachette, et plus on se rapproche des temps modernes, plus vivif devient l'intérêt de cette histoire nationale. On pourra en juger dès les premières pages, consacrées au mouvement communal du 12^e siècle et à la révolution d'Etienne Marcel.

(Voyez aux annonces.)

En vente à la librairie Hachette : *Journal d'un diplomate en Italie*, notes intimes pour servir à l'histoire du second empire, dont nous avons déjà publié un remarquable extrait, le portrait du roi Victor-Emmanuel.

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 29 février.

